
Programme pour les élections européennes 2014

Pendant 30 ans, l'Europe a été une zone de coopération et de justice sociale, mais après le tournant néolibéral des années 80, l'Europe est devenue un espace de concurrence et de dérégulation.

Aujourd'hui l'Europe est confrontée à **3 blocages majeurs** qui l'affaiblissent : **pas assez de démocratie, le poids de la finance et des lobbys, le choix de l'austérité.**

Or il est indispensable que l'Europe puisse avancer avec force et rapidité sur **2 objectifs prioritaires** : **apporter du progrès social, auquel chacun a droit et préserver la planète, qui est notre bien commun.**

Retrouver la prospérité en Europe passe par des améliorations concrètes du **niveau de vie**, de la **qualité de vie** et du **cadre de vie** de chacun. Voter Nouvelle Donne, c'est **soutenir des solutions concrètes** pour y parvenir.

Ne jamais renoncer à l'ambition de voir nos enfants vivre mieux que nous.

1 / « PLUS OU MOINS D'EUROPE ? »

1) Créer une Zone d'Action intégrant quelques pays partageant les mêmes objectifs

Il est devenu presque impossible de progresser efficacement à 28 pays hétérogènes, avec des niveaux d'intégration et des objectifs économiques et sociaux différents.

Pour avancer plus vite et obtenir des résultats, il est devenu indispensable de créer une zone resserrée autour d'un pôle de pays volontaires, afin de mettre en œuvre les solutions que les citoyens attendent.

Il est donc temps de passer, en Europe, d'une logique de concurrence à une logique de coopération. Quelques pays ont réussi à le faire avec Airbus : il faut maintenant aller plus loin sur les questions essentielles pour notre avenir.

Les conditions d'accès à ce groupe restreint :

- Ne pas être un paradis fiscal
- Être membre de la Zone Euro
- Avoir signé la TTF (Taxation sur les Transactions Financières)
- S'engager sur l'adoption d'un Traité de convergence sociale
- Accepter que les ressources de l'Europe ne reposent plus quasi exclusivement sur les citoyens

Le fonctionnement de cette Zone d'Action :

Les députés européens des pays de ce groupe restreint désigneront, parmi eux, des représentants qui siégeront également au sein du parlement de la Zone d'Action, basé à Strasbourg.

Être prêts à établir un rapport de force

Tout comme Margaret Thatcher et les libéraux ont réussi en 3 ans à changer le cours de l'Europe avec leur révolution néo-libérale au début des années 80, il est possible, en 3 ans, de faire aboutir une contre-révolution.

Ce groupe restreint aura 3 ans pour adopter par référendum un Traité social européen de convergence par le haut, mettre en œuvre une taxe élargie sur les transactions financières et un impôt sur les bénéficiaires non réinvestis, sous peine de cesser de payer sa part du budget européen et en pratiquant la politique de la chaise vide.

2) L'arrêt immédiat des négociations en cours sur le partenariat transatlantique dit TTIP/TAFTA

Ce Traité donnerait un immense pouvoir aux entreprises transnationales et mettrait fin au pouvoir de régulation d'un État comme la France dans des domaines clés (gaz de schiste, OGM, droit du travail...)

3) Réguler le commerce mondial en imposant le respect de règles sociales et environnementales sous peine de taxation des produits importés

Cela passe par l'instauration d'une taxe aux frontières de l'UE sur les produits importés non respectueux des normes sociales et environnementales, à commencer par celles déjà édictées par l'OMC.

2 / SORTIR DE L'AUSTERITÉ

4) Utiliser la possibilité donnée par la BCE de refinancer la « vieille dette des États » à 1 %

Pour sauver les banques, la Banque Centrale Européenne (BCE) a mis 1 000 milliards d'euros sur la table au taux de 1 %. Aux États-Unis, la réserve fédérale a prêté aux banques en difficulté la somme de 1 200 milliards de dollars au taux incroyable de 0,01 % !

Certes, la BCE n'est pas autorisée à prêter aux États-membres. Mais elle peut prêter aux organismes publics de crédit (article 21.3 du statut du système européen des banques centrales) et aux organisations internationales (article 23 du même statut). Elle peut donc prêter au taux de 1 % à la Banque européenne d'investissement (BEI) ou à la Caisse des dépôts qui, à leur tour, pourront prêter au taux de 1,1 % aux États pour le refinancement de leur vieille dette.

Plusieurs dizaines de milliards d'euros seront économisés chaque année, représentant autant d'efforts qui ne seront plus demandés aux citoyens, au détriment des services publics et sociaux.

5) Doter l'Union européenne de ressources propres

Financer le budget européen par des ressources propres permettra à chaque pays européen de retrouver des marges de manœuvre. Par exemple, la France "donne" chaque année 21 milliards d'euros au budget européen. C'est autant qui pourra être "rendu" aux Français.

Le budget de l'Union européenne doit être doté de 2 nouvelles ressources propres :

→ Un impôt européen sur les bénéficiaires des entreprises

En Europe, le taux moyen d'impôt sur les bénéfices est passé de 37 % à 25 % en 15 ans, contre 40 % aux États-Unis. Nous souhaitons créer un impôt sur les bénéfices non réinvestis. Ce sera une première étape importante vers l'harmonisation fiscale.

→ Une véritable taxe sur échanges boursiers (taxes sur les transactions financières)

Avec une assiette plus large et un taux plus élevé que dans le projet actuel.

6) Récupérer l'argent de la fraude et de l'évasion fiscale

Le Parlement européen le dit lui-même : 1 000 milliards d'euros sont perdus chaque année dans la fraude et l'évasion fiscale.

→ Refuser l'accès aux marchés publics aux entreprises utilisant les paradis fiscaux

Le code des marchés publics doit être modifié pour qu'aucune banque, aucune entreprise industrielle ou de service ne puisse concourir à un marché public si elle utilise les paradis fiscaux pour échapper à l'impôt.

→ Lever le secret bancaire en ajoutant un FATCA (Foreign Account Tax Compliance Act ou Acte de mise en conformité fiscale des comptes étrangers) extra-européen

Il s'agit, sur le modèle de la loi américaine, d'obliger les banques à transmettre systématiquement leurs informations, sous peine d'interdiction d'activité sur le territoire européen.

→ Réglementer strictement les prix de transfert

Il s'agit des prix des biens et services échangés entre sociétés d'un même groupe situées dans des pays différents. L'OCDE estime que ces échanges intragroupe représenteraient plus de 60 % du commerce mondial. Or, les entreprises sont tentées de tirer profit des disparités fiscales nationales souvent importantes. La loi existante ne prévoit aucune sanction et sera donc inefficace. Nouvelle Donne propose une réglementation stricte, avec sanction pénale en cas de triche.

3 / FAIRE AVANCER L'EUROPE SOCIALE

7) Un Traité de l'Europe sociale

Le traité de Maastricht impose 5 critères de convergence en matière financière (déficit inférieur à 3 %, etc...). Il est temps de rééquilibrer la construction européenne en négociant un Traité imposant 5 critères de convergence sociale :

- Taux de chômage inférieur à 5 %
- Taux de pauvreté inférieur à 5 %
- Taux de mal-logés inférieur à 3 %
- Taux d'illettrisme à l'âge de 10 ans inférieur à 3 %
- Une aide publique au développement supérieure ou égale à 1 % du PIB

8) Créer un salaire anti-dumping social

Dans la logique inverse à celle des détachements de travailleurs, la course aux bas salaires doit être freinée. Une entreprise qui délocalisera dans un pays de l'UE où le salaire minimum est inférieur à celui de son pays d'origine sera tenue d'y appliquer un salaire minimum au moins égal à la moyenne des deux.

9) Créer un contrat d'apprentissage européen

Chaque jeune pourra effectuer plus facilement un apprentissage dans une entreprise de l'Union, grâce à un contrat unique, valable dans tous les pays d'Europe.

10) Assigner à la BCE un objectif de plein emploi au même titre que l'objectif de lutte contre l'inflation

Sur le modèle de la FED, la Banque centrale américaine.

4 / REPRENDRE LA MAIN SUR LA FINANCE

11) Favoriser l'investissement et pénaliser la spéculation

→ **Interdire aux banques de spéculer avec notre argent : obtenir une séparation stricte des activités bancaires**

Pour limiter les conséquences d'un tsunami financier sur l'économie réelle, une véritable séparation des banques de dépôt et des banques d'affaires doit être promulguée, notamment en appuyant et en renforçant le texte européen existant. La loi votée en 2013 en France ne sépare presque rien. Or, en cas de perte, c'est vers leurs actionnaires que les banques doivent se tourner, et non vers l'État. L'argent des citoyens doit être protégé en cas de nouvelle crise.

→ **Interdire les produits financiers toxiques : créer une autorisation de mise sur le marché pour les produits financiers, comme pour les médicaments,**

Il ne doit plus être possible de lancer des produits financiers mettant en danger l'épargne des ménages ou les finances publiques.

→ **Interdire le trading haute-fréquence (les ordres passés en quelques micro-secondes par des machines)**

Il ne doit plus être possible de faire de la spéculation massive à l'aide de robots financiers.

→ **Instaurer un bonus / malus pour favoriser les placements de long terme et dissuader ceux de très court terme**

Le but est de favoriser l'épargne tournée vers les investissements productifs, lesquels créent véritablement de l'emploi.

5 / « QUE FAIT-ON AVEC L'EURO ? »

12) Créer une monnaie supplémentaire à l'euro pour éviter la déflation : l'euro-franc

Avec une monnaie unique et une Banque Centrale indépendante, les instances démocratiques européennes n'ont plus aucun pouvoir sur la monnaie. Or, la France, comme toute l'Europe, est proche de la déflation, cette redoutable conjonction de baisse des prix, des revenus et des profits, aggravant le chômage, multipliant les cas d'extrême pauvreté et précipitant les faillites.

Le pouvoir d'achat des Français est plombé par des salaires stagnants et des hausses d'impôts visant à financer l'austérité. Cette politique vide les carnets de commande des entreprises. En parallèle, l'économie réelle manque de monnaie, comme le corps peut manquer d'oxygène. A l'heure actuelle, toute la création monétaire est capturée par les banques, à des fins essentiellement spéculatives.

Il est devenu nécessaire, dans ce contexte, tout en gardant l'euro, d'émettre une monnaie supplémentaire temporaire qui arrive « jusqu'au porte-monnaie ». **Un « euro-franc » sera créé par la Banque de France**, ce qui n'est pas juridiquement interdit. Ce sera une monnaie à parité fixe : 1 euro-franc = 1 euro. Elle sera inconvertible, inutilisable pour l'achat d'actifs financiers et de biens immobiliers. Chaque citoyen résident, âgé de plus de 18 ans, recevra **chaque mois 150 euro-francs**, sur un livret ouvert à cet effet.

Fonctionnant comme un impôt inversé, ce sera un surplus direct de pouvoir d'achat, pour plus d'égalité et de sécurité économique. Des milliers d'entreprises et de citoyens utilisent déjà avec succès des monnaies complémentaires au niveau local. L'euro-franc sera une monnaie locale « nationale » et « supplémentaire » qui, sans porter préjudice à nos partenaires, pourra soulager directement les Français, avec un vrai potentiel de relance sur l'activité économique réelle.

Cette initiative de création monétaire contrôlée pousserait les autres pays européens à faire de même. Une fois la situation monétaire européenne stabilisée, les différentes monnaies supplémentaires émises seraient, par l'usure, à nouveau remplacées au fur et à mesure par des euros.

6 / ENVIRONNEMENT

13) 1000 milliards pour sauver le climat

Négocier un **Pacte Européen Énergie – Climat – Pouvoir d'achat**. Il permettra à chaque État d'emprunter chaque année l'équivalent de 1 % de son PIB à taux zéro auprès de la BEI, pour financer les travaux et investissements d'économies d'énergie.

Alors que les États n'ont pas le droit de créer de la monnaie, on a créé en dix ans 2 628 milliards *par et pour* les banques privées ! Cette situation est totalement scandaleuse. Pendant des siècles, les États étaient les seuls à pouvoir battre monnaie. Ils peuvent sans doute partager ce pouvoir avec les banques mais il ne semble pas pertinent que les États soient totalement privés de ce droit fondamental.

Il est urgent de reprendre la main sur la monnaie. Il est temps de contrôler le pouvoir de création monétaire des banques afin d'éviter l'émergence de nouvelles bulles. La réappropriation de la création de la monnaie permettrait également de reprendre la possibilité de créer de la monnaie pour financer des grands projets comme la lutte contre le dérèglement climatique. Chaque année, **la France pourrait ainsi emprunter 20 milliards à taux zéro** pour financer notamment des travaux de modernisation énergétique des domiciles, des usines et des bureaux. Un rapport de la Commission européenne indique qu'un ménage peut espérer jusqu'à 1000 € d'économies par an. Par ailleurs, une étude du CNRS montre qu'une telle politique pourrait créer 200 000 emplois dans notre pays.

Ce Pacte permettrait aussi de **financer un programme de recherche européen sur les transports plus propres, un habitat et une industrie plus sobres en énergie, et le développement de l'économie circulaire**. Airbus et Ariane ont été deux grands succès de l'industrie européenne. Il est temps aujourd'hui d'investir avec la même ambition dans l'excellence environnementale.

14) Rendre obligatoire et lisible l'affichage de l'origine et de la composition des produits

15) Allonger la durée de la garantie légale des biens d'équipement des ménages, de la disponibilité des pièces de rechange et des possibilités de réparation locale (lutte contre l'obsolescence programmée)

16) Une politique agricole au service des peuples

La libéralisation des échanges agricoles mondiaux est à l'origine de déséquilibres majeurs dans le monde : blocage des tentatives de développement des productions vivrières dans les pays les plus pauvres ; spéculation sur les denrées agricoles et alimentaires ; problèmes de santé dus à la réduction forcée des coûts de production.

Nouvelle Donne souhaite :

- dénoncer les accords de Marrakech qui ont supprimé toutes les mesures de protection et de soutien des marchés agricoles ;
- rétablir un protectionnisme en faveur de la production agricole des pays les plus pauvres, qui ont droit comme les autres à la souveraineté alimentaire (c'est par ce type de politique que l'Europe et le Japon ont protégé et développé leur agriculture) ;
- encourager la diversification des exploitations et soutenir les itinéraires techniques respectueux de l'environnement, du bien-être animal, de la traçabilité et de la qualité sanitaire des produits alimentaires, en Europe comme dans l'ensemble des pays avec lesquels elle commerce.

7 / DÉMOCRATIE

17) Pas de nouveau Traité européen sans référendum

Construire l'Europe dans le dos des peuples ne doit plus être possible. Nouvelle Donne propose que les nouveaux Traités soient adoptés par un référendum pan-européen organisé au même moment dans tous les pays d'Europe.

18) Le pouvoir au Parlement européen

Actuellement toutes les grandes décisions sont prises en Conseil Européen, à l'unanimité des Chefs d'État et de gouvernement. Cette règle met à mal la démocratie et laisse une large place aux technocrates et aux lobbys.

La solution ? Élarguer les compétences - l'Europe ne doit pas s'occuper de la taille des courgettes ou des fromages - et mettre en place un régime parlementaire. Le lieu du pouvoir est le Parlement. C'est le vote des citoyens qui une fois tous les 5 ans doit dire quelle est l'équipe qui a la majorité et quelle est la politique qu'ils souhaitent voir menée.

Par ailleurs, le poids donné aux projets d'initiative citoyenne doit être augmenté. Les textes ayant rassemblé un million de signatures devront être transformés en textes législatifs et soumis sous six mois au Parlement européen et au Conseil.

19) Un renforcement de la présence et du rôle des femmes dans les institutions européennes

Parité au sein du collège des commissaires ; attribution spécifique du Droit des femmes à un(e) Commissaire ; définition de règles de parité pour des nominations à des postes clés ; renforcement du plan d'action transversal pour l'égalité hommes-femmes dans les pays membres de l'UE.

20) Protéger les citoyens des risques numériques et défendre les libertés fondamentales sur Internet.

La révolution numérique expose les citoyens à des opportunités et des risques nouveaux. Il faut protéger la vie privée et les données personnelles de la surveillance et des exploitations commerciales abusives. Cela passe par le droit à l'anonymat et au chiffrement, la promotion des logiciels libres, et la défense des réseaux neutres et accessibles. Nous nous opposerons à la surveillance de masse, et à la commercialisation de technologies de surveillance globales. Nous renforcerons les droits des citoyens, et nous nous opposerons aux sanctions administratives ou privées sans contrôle d'un juge.

